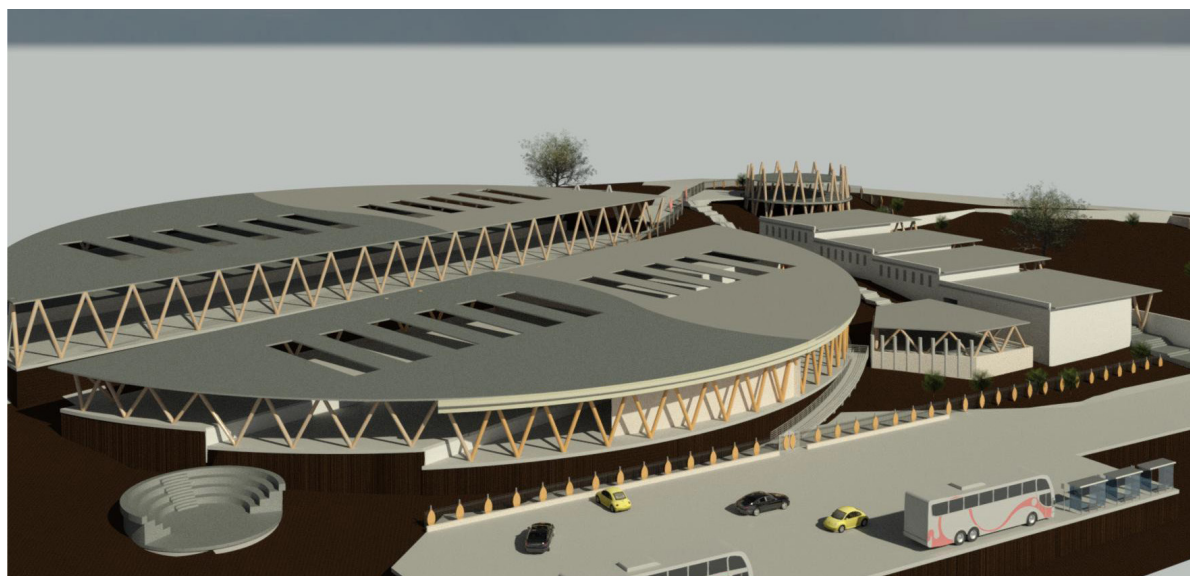


Eswatini: Un Hub de commerce pour 1,2 million d'euros

Signature de la Convention de financement prévue le 15 mars 2019



Représentation artistique du Manzini Trade Hub

Eswatini va lancer dans la ville de Manzini, la construction d'un Hub de commerce et un projet de soutien au secteur privé. Les deux initiatives sont financées par l'Union européenne, à hauteur de 1,2 million d'euros, dans le cadre du Mécanisme d'appui à l'intégration régionale du COMESA (MAIR).

La signature de la convention de financement aura lieu le vendredi 15 mars 2019 en préparation du début de la construction du projet connu sous le nom de Manzini Trade Hub et Private Sector Support. Le Ministre des Finances d'Eswatini, l'Hon. Neil Rijkenberg et son homologue du Commerce, l'Hon. Mancoba Khumalo vont conjointement signé la convention ensemble avec la Secrétaire générale du COMESA, Chileshe Mpundu Kapwepwe, devant le chef de la Délégation de l'Union européenne. L'objectif général du projet est d'améliorer l'environnement de production, de commerce et d'investissement du secteur privé dans

le Royaume à travers la construction de la phase 1 du Hub de commerce.

Une fois achevé, le hub offrira aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), un meilleur environnement de production et de commerce. Plus précisément, le centre contribuera à améliorer les performances de la chaîne de valeur du cuir ainsi que les services d'infrastructure de qualité afin de soutenir la production et le commerce. Le hub va également servir à augmenter les capacités de promotion des investissements dans le pays.

Eswatini s'est qualifiée à la facilité d'appui aux projets en répondant aux 7ème et 8ème appels à propositions lancés par le MAIR du COMESA aux pays qui ont satisfait aux critères fixés, notamment la signature et ratification du Protocole du Fonds COMESA de sorte qu'il est devenu ainsi membre du Fonds. Le pays doit également respecter

ses obligations quant au paiement de ses contributions budgétaires au Secrétariat du COMESA.

Suite au 7ème Appel, Eswatini a reçu 331 246 euros au titre de la facilité d'appui aux projets. La subvention est destinée à financer le projet Hub de commerce, avec pour objectif général la création d'un centre pour les femmes entrepreneurs. Ce dispositif contribuera à réduire la pauvreté à long terme en aidant les femmes à générer des revenus par le commerce. Le projet a été approuvé en août 2018.

En réponse au 8ème Appel, le Royaume a bénéficié d'une aide aux projets d'un montant de 854 643 euros. Les deux tranches ont été consolidées pour former un montant total de 1 185 899 euros. Ces fonds ont été utilisés pour formuler et mettre en œuvre le projet de Hub de Commerce et le soutien au secteur privé.

Rencontre à Madagascar entre le Président Rajoelina et la Secrétaire générale

Le Sommet 2019 et les réunions des Organes directeurs à l'ordre du jour



La Secrétaire générale du COMESA, Chileshe Mpundu Kapwepwe, était à Madagascar cette semaine pour informer le Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement du COMESA, S. E. Andry Rajoelina, Président de Madagascar, sur les programmes du COMESA et le Sommet de 2019.

Au cours de la mission qui s'est déroulée du 4 au 6 mars 2019, la Secrétaire générale a également rencontré le président du Conseil des ministres du COMESA, l'Hon. Lantsoa Rakotomalala. Les discussions ont porté sur l'état des préparatifs de la réunion du Conseil des ministres extraordinaire qui se tiendra le 5 avril 2019 à Lusaka.

Il s'agissait de la première réunion entre la direction exécutive du COMESA et les dirigeants de Madagascar depuis la formation du nouveau gouvernement suite aux élections démocratiques organisées dans le pays à la fin de l'année dernière.

La Secrétaire générale du COMESA a félicité le Président pour son élection et l'a informé des programmes clés mis en œuvre par le COMESA. Il s'agit notamment de l'industrialisation, de la Zone de libre-échange numérique et du programme Economie bleue qui intéresse particulièrement les pays insulaires comme Madagascar.

Elle a en outre informé le Président de la réunion de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales (CER) prévue en juin 2019 au Niger. Le Président devrait représenter le COMESA à cette réunion qui vise à harmoniser les activités de l'UA et des CER.

Le président a exprimé son engagement à soutenir l'organisation pour qu'elle puisse atteindre son objectif d'intégration régionale. Au cours de la rencontre avec le président du Conseil, l'Hon. Rakotomalala, qui est également Ministre du Commerce et de

l'Industrie, les deux interlocuteurs ont discuté de l'allocation à Madagascar d'un montant total de 1,3 million d'euros au titre du Mécanisme d'appui à l'intégration régionale du COMESA (MAIR).

Madagascar s'est qualifié au financement en tranches de 373 953 € et 964 842 €. Les fonds sont fournis par l'Union européenne par le biais du COMESA pour appuyer les États membres dans leur mise en œuvre des programmes qui approfondissent l'intégration régionale.

La Secrétaire générale a rencontré trois autres Ministres à savoir: l'Hon. Richard Randriamandranto (Finances et Budget), ancien Chef de la Planification stratégique et de la Recherche au COMESA, l'Hon. Lucien Fanomezantsoa (Agriculture, Elevage et Pêche) et l'Hon. Naina Andriantsitohaina (Affaires étrangères).



Journée de la Femme au COMESA : Les femmes commerçantes à l'honneur

Deux événements ont été organisés au Secrétariat du COMESA pour marquer la Journée internationale de la femme 2019. Le premier fut un dialogue avec les femmes commerçantes transfrontalières organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en collaboration avec le Secrétariat du COMESA et le gouvernement zambien le 7 mars 2019.

La seconde était la célébration du personnel féminin du COMESA en reconnaissance de leur contribution à l'intégration régionale. Les deux événements ont été organisés séparément le 7 mars 2019, veille de la Journée internationale de la femme (8 mars 2019).

Environ 50 femmes participant dans divers types de commerce transfrontalier à petite échelle provenant de Lusaka et alentours ont été invitées à partager leurs expériences sur des questions qui les concernent dans leurs échanges transfrontaliers.

«Nous sommes ici pour reconnaître et célébrer les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes dans différents secteurs», a déclaré Mme Kayula Siame, Secrétaire permanente au Ministère du Commerce et de l'Industrie de la Zambie, à l'ouverture de la réunion. Elle a décrit la réunion comme une occasion

unique de dialoguer avec les femmes commerçantes à petite échelle sur des questions pertinentes qui affectent leur commerce.

M. Kipyego Cheluget, Secrétaire général adjoint du COMESA chargé des Programmes, a appelé à ce que davantage de femmes participent dans le commerce pour se prendre en charge et contribuer à la réduction de la pauvreté.

«De nombreuses femmes ne peuvent toujours pas accéder aux ressources et aux opportunités de commerce transfrontalier. Elles ont souvent du mal à accéder à l'éducation, aux informations commerciales ou au crédit. Aux frontières les commerçantes ne disposent guère de services adaptés aux femmes et ont peu de visibilité», a-t-il déploré.

Dans son allocution, Mme Marianne Lane, Chef de mission de l'OIM, a affirmé que le lien entre migration et commerce est de plus en plus reconnu.

Dans la lignée du thème de cette année intitulé «Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement», elle a déclaré que son organisation soutient la mise à disposition d'outils novateurs qui permettent aux femmes de réussir dans le

commerce.

Une application mobile appelée MigApp développée par l'OIM a été présentée lors de la rencontre. L'App est l'une des plates-formes innovantes de l'OIM visant à combler le manque d'informations.

Appréciant la reconnaissance exprimée à l'endroit des femmes commerçantes transfrontalières, Mme Christine Phiri, Secrétaire générale adjointe de l'Association des commerçants transfrontaliers (CBTA), a affirmé:

«Les plates-formes de cette nature nous permettent de partager des témoignages, de s'encourager et de se motiver mutuellement quant à la meilleure façon de soutenir les activités des femmes commerçantes transfrontalières.» Elle a été représentée par Mme Veronica Mwaba, spécialiste de l'égalité des Genres et du Commerce à la CBTA.

Le COMESA, en collaboration avec le Ministère du Commerce, l'OIM et d'autres parties prenantes clés, met en œuvre le Programme du COMESA en faveur des petits commerçants transfrontaliers, financé par l'UE. L'initiative vise à accroître le commerce transfrontalier formel à travers la promotion de mesures et outils de facilitation du commerce tels que le Régime commercial simplifié (Récos).



Renforcement des capacités des États membres pour accéder aux marchés internationaux

Le COMESA est en train de mettre au point un environnement réglementaire harmonisé en matière de sécurité sanitaire des aliments et une infrastructure de vérification de la qualité crédible dans lesquels les partenaires commerciaux du regroupement régional auront confiance. L'initiative est financée par le Fonds européen de développement (FED 11).

Selon la Secrétaire générale, Chileshe Mpundu Kapwepwe, cette initiative contribuera à améliorer la qualité et la compétitivité des biens produits dans le COMESA.

Parmi les États bénéficiaires figure Madagascar, réputée dans le monde entier comme la principale source d'épices haut de gamme, mais nombre de ces produits n'ont pas encore pleinement exploité leur potentiel, car ils n'ont pas accès aux marchés extérieurs en raison des exigences réglementaires en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Afin d'aider le pays à surmonter ces obstacles au commerce, le COMESA est en train de s'attaquer aux entraves réglementaires en matière sanitaire et phytosanitaire, par le biais d'initiatives de renforcement des capacités.

S'exprimant lors de l'ouverture d'un atelier national sur la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments et l'accès aux marchés

des États-Unis pour les producteurs et les exportateurs de Madagascar, la Secrétaire générale a déclaré que l'intervention du COMESA vise à aider les États membres à répondre aux nouvelles réglementations du gouvernement des États-Unis en matière de sécurité sanitaire des aliments qui sont entrées en vigueur en octobre 2017.

L'atelier de formation à Antananarivo s'est tenu du 4 au 6 mars 2019. Des formations similaires seront également organisées dans six autres États membres afin de garantir que les exportations du COMESA ne perdent pas leur avantage concurrentiel sur les marchés américains.

Madagascar a perdu l'éligibilité à l'AGOA à la suite de la crise politique de 2009, ce qui a entraîné une baisse des exportations totales de Madagascar au titre de l'AGOA. L'éligibilité à l'AGOA a été rétablie en 2014 et les exportations ont repris. La stratégie nationale AGOA de Madagascar, lancée en avril 2015, a identifié les produits suivants comme présentant un fort potentiel d'exportation sur le marché américain : vanille, girofle, café, crevettes, thons préparés et conservés et huiles essentielles.

La Secrétaire générale a demandé aux participants à l'atelier de se concentrer non seulement sur les exigences des États-Unis

en matière de sécurité sanitaire des aliments, mais aussi d'utiliser le forum pour partager leurs connaissances quant aux normes des marchés régionaux et d'autres grands marchés tels que l'UE.

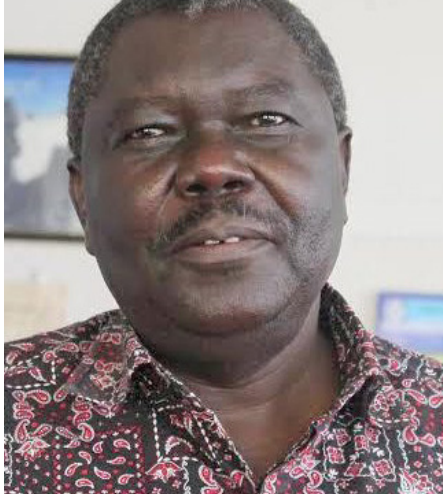
«La nécessité de systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments et les coûts élevés associés à la certification bloquent la majorité des PME sur les marchés nationaux. Les marchés d'exportation requièrent l'acquisition de systèmes de certification volontaires par des tiers, bien au-delà des moyens des entreprises locales », a-t-elle déclaré.

Aux frontières, a-t-elle indiqué, certaines des mesures SPS appliquées au commerce intra-régional ne réduisaient même pas le risque, mais servaient uniquement à augmenter les coûts des échanges, ce qui décourage le commerce transfrontalier, réduisant ainsi les exportations régionales.

La Secrétaire générale a relevé que la région avait depuis lors accompli de grands progrès pour harmoniser les mesures SPS et le cadre réglementaire des normes de manière à faciliter les échanges, soutenir la croissance de l'industrie et accroître la compétitivité des exportations alimentaires et agricoles du COMESA.



Ambassadeur Julius Onen: Un champion de l'intégration régionale



La tragédie du vol ET 302 en Ethiopie bouleverse la région

Le crash du vol d'Ethiopian Airlines ET 302 le dimanche 10 mars, en route pour Nairobi depuis Addis-Abeba, a provoqué une onde de choc dans la région du COMESA. Etant l'une des compagnies aériennes les plus importantes de la région, ET relie les États membres du COMESA et la région au monde. De ce fait, elle contribue considérablement à l'intégration régionale.

Des centaines de délégués aux réunions du COMESA et le personnel en mission utilisent cette compagnie presque quotidiennement. Un immense chagrin a envahi le Secrétariat du COMESA à l'annonce de ce tragique accident qui a coûté la vie à 157 personnes de différentes nationalités, le Kenya étant

le pays le plus durement touché avec 32 victimes et l'Ethiopie déplorant huit. Les autres Etats membres du COMESA qui avaient des citoyens à bord du malheureux avion sont l'Égypte, Djibouti, le Rwanda, l'Ouganda, le Soudan et la Somalie.

Dans son message de condoléances au Premier ministre éthiopien, S.E. Abiy Ahmed, la Secrétaire générale, Chileshe Mpundu Kapwepwe, a exprimé sa profonde tristesse et sa solidarité avec les victimes de la tragédie: "En ce moment difficile où vous cherchez à savoir ce qui n'a pas marché, sachez que le COMESA partage votre chagrin et celui de tous les pays touchés par ce drame."

Le COMESA pleure la disparition inopinée de l'Ambassadeur Julius Onen, Secrétaire permanent au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives de l'Ouganda. L'Ambassadeur Onen a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme d'intégration régionale. Ses connaissances approfondies en matière d'intégration régionale et ses riches contributions sur le sujet dans divers forums, aux niveaux régional et mondial, ont souvent guidé de grandes décisions politiques.

Diplomate raffiné, il cultivait d'excellentes relations de travail entre le Secrétariat du COMESA et le Ministère en charge de la mise en œuvre des programmes du COMESA en Ouganda.